

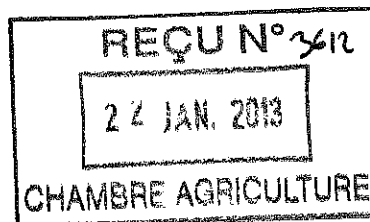


**PRÉFET DE LA HAUTE-MARNE**

**Préfecture**

---  
**Direction de la réglementation,  
des collectivités locales  
et des politiques publiques**

---  
**Bureau des réglementations et des élections**



**ARRETE N° 2482 DU - 4 DEC. 2012**

portant déclaration d'utilité publique de la dérivation des eaux  
et de la mise en place des périmètres de protection réglementaire

**Protection des sources n° 1 et n° 2  
exploitées par la commune de COIFFY-LE-BAS**

**Le Préfet de la Haute-Marne**

VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles L 1321-1 à L 1321-10 ; L 1324-1 à L 1324-5 ;  
R 1321-1 à R 1321-36 ; R 1321-42 à R 1321-59 et R 1321-64 à R 1321-66 ;

VU le Code de l'Environnement et notamment les articles L 210-1 ; L 211-1 ; L 214-1 à L 214-6 et L 215-3 ;

VU le Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique ;

VU la loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'eau et les milieux aquatiques ;

VU le décret n° 2006-880 du 17 juillet 2006 relatif aux procédures d'autorisation et de déclaration prévues  
aux articles L 214-1 à L 214-3 du Code de l'Environnement pour la protection de l'eau et des milieux  
aquatiques ;

VU l'arrêté du 20 juin 2007, paru au Journal Officiel du 10 juillet 2007 et relatif à la constitution du dossier  
de demande d'autorisation d'utilisation d'eau destinée à la consommation humaine mentionnée aux articles  
R 1321-6 à R 1321-12 et R 1321-42 du Code de la Santé Publique ;

VU la délibération de la commune de COIFFY-LE-BAS en date du 24 mai 1996 adoptant le projet, créant les  
ressources nécessaires à l'exécution des travaux et décidant de prendre les engagements indispensables en  
vue de la déclaration d'utilité publique des travaux ;

VU le rapport en date du 15 décembre 2007 de M. INGARGIOLA, hydrogéologue agréé en matière d'eau et  
d'hygiène publique pour le département de la Haute-Marne ;

VU l'arrêté préfectoral n°610 du 6 janvier 2012 prescrivant l'ouverture de l'enquête d'utilité publique  
préalable à la déclaration d'utilité publique de dérivation des eaux et d'établissement des périmètres de  
protection ;

VU l'avis du commissaire enquêteur en date du 27 février 2012 ;

VU l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires Technologiques en date du 23 octobre 2012 ;

Considérant que l'utilité publique de l'opération est supérieure aux inconvénients qu'elle est susceptible de générer ;

Considérant la nécessité de protéger la qualité de l'eau destinée à la consommation humaine ;

Sur proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture ;

## **A R R E T E**

### **I – DISPOSITIONS GENERALES**

#### **ARTICLE 1 – OBJET**

Sont déclarés d'utilité publique en vue de distribuer l'eau destinée à la consommation humaine :

- les prélèvements effectués par la commune de COIFFY-LE-BAS ;
- la dérivation des eaux des sources n° 1 et n° 2 sises sur la commune de COIFFY-LE-BAS ;
- l'utilisation de l'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine ;
- la mise en place des périmètres de protection autour des sources n° 1 et n° 2 ;
- les ouvrages de traitement et de distribution des eaux. La réalisation, la mise en œuvre et l'efficacité de ces systèmes seront placés sous le contrôle de la DTD ARS Haute-Marne (ou les services compétents en matière de contrôle).

### **II – DERIVATION DES EAUX**

#### **ARTICLE 2 – SITUATION**

La collectivité est autorisée à dériver une partie des eaux par l'ouvrage suivant ;

- la source n° 1 de la Mairie (BSS n° 03738X0044) – parcelles cadastrales n° 398 section E et n° 1055 section A, appartenant à la commune de COIFFY-LE-BAS ;
- la source n° 2 de la Station (BSS n° 03738X0040) – parcelle cadastrale n° 393 section E, appartenant à la commune de COIFFY-LE-BAS.

#### **ARTICLE 3 – DEBITS DE PRELEVEMENT**

Le prélèvement annuel est limité à 10 000 m<sup>3</sup>/an.

#### **ARTICLE 4 – MESURES DE DEBIT**

La collectivité installera les compteurs et appareils nécessaires au contrôle du respect des prescriptions ci-dessus et tiendra un registre d'exploitation sur lequel seront reportés les renseignements suivants :

- débit maximum horaire et volume journalier produit (une fois par semaine),
- incidents survenus (pannes...),
- modifications d'installations.

Ce registre sera tenu à disposition des agents chargés du contrôle.

## **ARTICLE 5 – PLAN D'ALERTE ET DE SECOURS**

La commune de COIFFY-LE-BAS ne dispose pas d'une connexion de secours ni de plan d'alerte.

## **ARTICLE 6 – DROIT DES TIERS**

La collectivité devra indemniser les usagers des eaux de tous les dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux.

## **III – PERIMETRES DE PROTECTION**

### **ARTICLE 7 – DEFINITION**

Il sera établi autour des points de prélèvement un périmètre de protection immédiate, un périmètre de protection rapprochée et un périmètre de protection éloignée en application des dispositions de l'article L.1321-2 du Code de la Santé Publique, conformément à l'avis de l'hydrogéologue agréé et aux plans et états parcellaires joints.

Le Plan Local d'Urbanisme (PLU), le Plan d'Occupation des Sols (POS) ou la carte communale de la commune sera mis à jour selon les termes du présent arrêté préfectoral.

### **ARTICLE 8 – DELAIS DES TRAVAUX A REALISER ET DE LA MISE EN CONFORMITE AVEC LES PRESCRIPTIONS DE L'ARRETE**

Le bénéficiaire de la présente autorisation veille au respect de l'application de cet arrêté y compris des prescriptions dans les périmètres de protection.

Les travaux et la mise en conformité devront être réalisés par la collectivité :

- immédiatement en ce qui concerne le périmètre de protection immédiate,
- dans le délai de 2 ans maximum pour le périmètre de protection rapprochée.

Le périmètre de protection immédiate de la source n° 1 de la Mairie et de la source n° 2 de la Station sera entouré par une clôture de 2 mètres de haut (interdisant le franchissement tant animal qu'humain) et munie d'un portail fermant à clef.

Les travaux à effectuer sont listés aux articles 10-1 Périmètre de protection immédiate, 10-2 Périmètre de protection rapprochée et 13 Traitement, surveillance, entretien et contrôles sanitaires de la qualité de l'eau.

### **ARTICLE 9 – CESSIBILITE DES TERRAINS DU PERIMETRE DE PROTECTION IMMEDIATE**

La commune est propriétaire du terrain constituant le périmètre de protection immédiate de :

- la source n° 1 de la Mairie (BSS n° 03738X0044) – parcelles cadastrales n° 398 section E et n° 1055 section A ;
- la source n° 2 de la Station (BSS n° 03738X0040) – parcelle cadastrale n° 393 section E.

Le Plan Local d'Urbanisme (PLU), le Plan d'Occupation des Sols (POS) ou la carte communale de la commune sera mis à jour selon les termes du présent arrêté préfectoral.

### **ARTICLE 10 – PRESCRIPTIONS**

En cas de chevauchement de périmètres de protection instaurés par différents arrêtés préfectoraux, les prescriptions les plus draconiennes seront à prendre en compte.

## **ARTICLE 10-1 PERIMETRES DE PROTECTION IMMEDIATE**

A l'intérieur de ces périmètres sont interdits tout dépôt, toute installation ou activité autres que ceux strictement nécessaires à l'exploitation et à l'entretien des points d'eaux. Toute circulation y sera interdite en dehors de celle nécessitée par les besoins du service (entretien, accès aux pompes, etc). Les parcelles seront défrichées, enherbées et fauchées, l'herbe fauchée sera évacuée en-dehors des différents périmètres de protection.

**Source n° 1 de la Mairie** : le périmètre de protection immédiate aura des dimensions de 20 mètres X 20 mètres de côté par rapport à l'ouvrage, il sera fermé par une clôture de 2 mètres de haut (interdisant le franchissement tant animal qu'humain) et munie d'un portail fermant à clef.

**Source n° 2 de la Station** : le périmètre de protection immédiate aura des dimensions de 20 mètres X 20 mètres par rapport à l'ouvrage, il sera fermé par une clôture de 2 mètres de haut (interdisant le franchissement tant animal qu'humain) et munie d'un portail fermant à clef.

## **ARTICLE 10-2 PERIMETRES DE PROTECTION RAPPROCHEE ET ELOIGNEE**

A l'intérieur des périmètres de protection rapprochée et éloignée sont interdites ou réglementées les activités susceptibles de porter préjudice à la qualité de l'eau et notamment celles figurant sur le tableau des prescriptions annexé au présent arrêté.

Les modifications des pratiques appartenant aux activités réglementées susceptibles d'altérer la qualité de l'eau ou d'en modifier les caractéristiques seront soumises à l'avis des services de l'Etat compétents.

Les demandes d'autorisation devront être adressées à la Préfecture.

### **10-2-1 Périmètres de protection rapprochée**

A l'intérieur de ce périmètre, les activités agricoles culturales devront faire l'objet d'une réflexion fondée sur une utilisation raisonnée des produits azotés et des produits phytosanitaires.

#### **Activités interdites :**

- Rubrique 1 : forages de puits
- Rubrique 2 : forages de reconnaissance, piézomètres, autres
- Rubrique 3 : ouverture et exploitation de carrières ou de gravières
- Rubrique 6 : dépôt d'ordures ménagères, d'immondices, de détritux, de produits radioactifs et de tous les produits et matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux
- Rubrique 7 : installation de réservoirs d'hydrocarbures liquides ou gazeux
- Rubrique 8 : installation de stockages de produits chimiques dont les engrais, les phytosanitaires
- Rubrique 9 : stockage de purin et de lisiers
- Rubrique 10 : stockage d'effluents industriels
- Rubrique 11 : stockage d'effluents domestiques collectifs
- Rubrique 12 : stations d'épuration de lagunage
- Rubrique 13 : bassins de décantation d'effluents industriels ou urbains
- Rubrique 14 : canalisations de produits chimiques
- Rubrique 15 : installation de canalisations d'hydrocarbures
- Rubrique 18 : rejets d'eaux industrielles
- Rubrique 19 : épandage d'eaux usées domestiques ou industrielles
- Rubrique 24 : camping, caravanning
- Rubrique 26 : installations classées
- Rubrique 29 : drainage agricole
- Rubrique 30 : retournement de prairies
- Rubrique 32 : épandage de fumier
- Rubrique 33 : épandage de lisiers, de boues de stations d'épuration
- Rubrique 39 : déboisements

Rubrique 40 : coupes à blanc  
Rubrique 42 : utilisation de pesticides (herbicides, fongicides, insecticides, acaricides...)  
Rubrique 43 : affouragement ou agrainage du gibier, traitement déparasitaire du gibier  
Rubrique 44 : traitement du bois stocké

**Activités soumises à réglementation spécifique :**

Rubrique 4 : ouverture d'excavations de plus d'un mètre autres que carrières (à ciel ouvert)  
Rubrique 5 : remblaiement des excavations ou des carrières existantes  
Rubrique 16 : installation de canalisations d'eaux usées domestiques  
Rubrique 17 : rejets d'eaux usées domestiques  
Rubrique 20 : installations autonomes de traitement des eaux usées  
Rubrique 21 : bassins d'infiltration d'eaux pluviales  
Rubrique 23 : habitations avec assainissement autonome  
Rubrique 27 : voies de communication, aires de stationnement  
Rubrique 28 : activités de loisirs de plus de 10 personnes  
Rubrique 34 : épandage d'engrais chimiques  
Rubrique 35 : épandage de compost  
Rubrique 36 : épandage de produits phytosanitaires, désherbants  
Rubrique 37 : pacage des animaux  
Rubrique 38 : abreuvoirs, installations mobiles de traite et abris  
Rubrique 41 : aires de dépôts de bois au-delà de 6 mois, pistes forestières de débardage  
Rubrique 45 : modification de l'écoulement des eaux superficielles

**Activités soumises à réglementation générale :**

Rubrique 22 : habitations raccordées à un assainissement collectif  
Rubrique 25 : nouveaux cimetières, extensions de cimetières  
Rubrique 31 : maraîchage, serres, pépinières

**10-2-2 Périmètres de protection éloignée**

**Activités soumises à réglementation spécifique :**

Rubrique 1 : forages de puits  
Rubrique 2 : forages de reconnaissance, piézomètres, autres  
Rubrique 6 : dépôt d'ordures ménagères, d'immondices, de détritus, de produits radioactifs et de tous les produits et matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux  
Rubrique 7 : installation de réservoirs d'hydrocarbures liquides ou gazeux  
Rubrique 8 : installation de stockages de produits chimiques dont les engrais, les phytosanitaires  
Rubrique 9 : stockage de purin et de lisiers  
Rubrique 10 : stockage d'effluents industriels  
Rubrique 11 : stockage d'effluents domestiques collectifs  
Rubrique 12 : stations d'épuration de lagunage  
Rubrique 13 : bassins de décantation d'effluents industriels ou urbains  
Rubrique 14 : canalisations de produits chimiques  
Rubrique 15 : installation de canalisations d'hydrocarbures  
Rubrique 18 : rejets d'eaux industrielles  
Rubrique 19 : épandage d'eaux usées domestiques ou industrielles  
Rubrique 23 : habitations avec assainissement autonome  
Rubrique 24 : camping, caravanning  
Rubrique 26 : installations classées  
Rubrique 27 : voies de communication, aires de stationnement  
Rubrique 28 : activités de loisirs de plus de 10 personnes  
Rubrique 29 : drainage agricole  
Rubrique 30 : retournement de prairies  
Rubrique 32 : épandage de fumier

Rubrique 33 : épandage de lisiers, de boues de stations d'épuration  
Rubrique 34 : épandage d'engrais chimiques  
Rubrique 35 : épandage de compost  
Rubrique 36 : épandage de produits phytosanitaires, désherbants  
Rubrique 37 : pacage des animaux  
Rubrique 38 : abreuvoirs, installations mobiles de traite et abris  
Rubrique 39 : déboisements  
Rubrique 40 : coupes à blanc  
Rubrique 41 : aires de dépôts de bois au-delà de 6 mois, pistes forestières de débardage  
Rubrique 42 : utilisation de pesticides (herbicides, fongicides, insecticides, acaricides...)  
Rubrique 43 : affouragement ou agrainage du gibier, traitement déparasitaire du gibier  
Rubrique 44 : traitement du bois stocké

#### **Activités soumises à réglementation générale :**

Rubrique 3 : ouverture et exploitation de carrières ou de gravières  
Rubrique 4 : ouverture d'excavations de plus d'un mètre autres que carrières (à ciel ouvert)  
Rubrique 5 : remblaiement des excavations ou des carrières existantes  
Rubrique 16 : installation de canalisations d'eaux usées domestiques  
Rubrique 17 : rejets d'eaux usées domestiques  
Rubrique 20 : installations autonomes de traitement des eaux usées  
Rubrique 21 : bassins d'infiltration d'eaux pluviales  
Rubrique 22 : habitations raccordées à un assainissement collectif  
Rubrique 25 : nouveaux cimetières, extensions de cimetières  
Rubrique 31 : maraîchage, serres, pépinières  
Rubrique 45 : modification de l'écoulement des eaux superficielles

#### **ARTICLE 11 – ACTIVITES EXISTANTES**

Pour les activités, dépôts et installations existant à la publication du présent arrêté sur les terrains compris dans les périmètres de protection prévus au chapitre III, il devra être satisfait aux obligations résultant de l'institution desdits périmètres dans les délais mentionnés à l'article 8 du présent arrêté.

### **IV – UTILISATION DE L'EAU A DES FINS DE CONSOMMATION HUMAINE**

#### **ARTICLE 12 – SITUATION**

La collectivité est autorisée à poursuivre l'utilisation de l'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine.

#### **ARTICLE 13 – TRAITEMENT, SURVEILLANCE, ENTRETIEN ET CONTROLES SANITAIRES DE LA QUALITE DE L'EAU**

Les eaux devront répondre aux conditions exigées par la réglementation en vigueur. Elles devront subir un traitement efficace et adapté avant distribution. A cet effet, la commune de COIFFY-LE-BAS remettra en service son système automatique et permanent d'injection d'hypochlorite. Ce dispositif de traitement et son fonctionnement seront placés sous le contrôle de la DTD ARS Haute-Marne (ou les services compétents en matière de contrôle).

Les opérations de prélèvement sont régulièrement surveillées ; les ouvrages et installations de prélèvement sont régulièrement entretenus de manière à :

- éviter tout gaspillage,
- garantir le bon fonctionnement des dispositifs destinés à la protection de la ressource en eau, à la surveillance et à l'évaluation des prélèvements ainsi qu'au suivi de la qualité de l'eau.

La qualité de l'eau est contrôlée dans les conditions et selon un programme annuel défini par la réglementation en vigueur. Le paramètre nitrates sera systématiquement analysé dans les analyses de distribution de type D1.

Les résultats des contrôles seront portés à la connaissance du public dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur. Sont affichés dans les deux jours ouvrés suivant la date de leur réception :

- l'ensemble des résultats d'analyses des prélèvements effectués au titre du contrôle,
- leur interprétation sanitaire faite par la Délégation Territoriale Départementale de l'Agence Régionale de Santé (ou par les services compétents en la matière),
- les synthèses commentées que peut établir ce service sous la forme de bilans sanitaires de la situation pour une période déterminée.

La note de synthèse annuelle sur les données relatives à la qualité des eaux distribuées, transmise par le Préfet de Haute-Marne, est consultable en mairie et jointe à la facture d'eau.

#### **ARTICLE 14 – ACCESSIBILITE**

Les ouvrages de production d'eau doivent permettre le prélèvement aisé d'un échantillon d'eau brute avant tout traitement.

Les propriétaires et exploitants sont tenus de laisser libre accès aux agents habilités aux contrôles (DTD ARS, police de l'eau ou autres services compétents en matière de contrôle), à la recherche et à la constatation des infractions, dans les locaux, installations ou lieux où les opérations sont réalisées, à l'exclusion des domiciles ou de la partie des locaux servant de domicile, dans les conditions prévues à l'article L 216-4 du Code de l'Environnement. Les exploitants responsables des installations sont tenus de leur laisser à disposition le registre d'exploitation.

#### **ARTICLE 15 – DECLARATION D'INCIDENT OU D'ACCIDENT**

La personne à l'origine de l'incident ou de l'accident et l'exploitant ou, s'il n'existe pas d'exploitant, le propriétaire, sont tenus, dès qu'ils en ont connaissance, de déclarer dans les meilleurs délais au Préfet ou au Maire du lieu d'implantation de l'opération, tout incident ou accident intéressant l'opération et de nature à porter atteinte à l'un des éléments énumérés à l'article L 211-1 du Code de l'Environnement (notamment préservation des écosystèmes aquatiques et des zones humides, de la qualité de l'eau, de la ressource en eau, libre écoulement des eaux, santé, salubrité publique, sécurité civile, conciliation des exigences des activités légalement exercées qui font usage de l'eau).

Sans préjudice des mesures que pourra prescrire le Préfet, les personnes mentionnées au premier alinéa doivent prendre ou faire prendre toutes les mesures possibles pour mettre fin à la cause de l'incident portant atteinte au milieu aquatique, pour évaluer leurs conséquences et y remédier.

#### **ARTICLE 16 – MODIFICATION DE L'OUVRAGE**

Toute modification apportée par le propriétaire ou l'exploitant de l'ouvrage (travaux, aménagement, mode d'utilisation de l'installation...) de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation initiale doit être porté, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet qui peut exiger une nouvelle demande d'autorisation soumise aux mêmes formalités que la demande d'autorisation initiale.

#### **ARTICLE 17 – ABANDON DE L'OUVRAGE**

Tout forage, puits ou ouvrage souterrain abandonné doit être comblé, dans les règles de l'art et selon la réglementation en vigueur, par des matériaux permettant de garantir l'absence de circulation d'eau entre les différentes nappes d'eau souterraines contenues dans les formations géologiques aquifères traversées ainsi que l'absence de transfert de pollution.

La déclaration de l'abandon de l'ouvrage doit être communiquée au Préfet, par le biais d'une délibération prise par le conseil municipal, au moins deux mois avant le début des travaux et doit comprendre :

- la date prévisionnelle des travaux de comblement,
- l'aquifère précédemment surveillé ou exploité,
- une coupe géologique des différents niveaux géologiques et formations aquifères présentes au droit du forage à combler,
- une coupe technique précisant les équipements en place,
- des informations sur l'état des cuvelages ou tubages et de la cimentation de l'ouvrage ainsi que les techniques ou méthodes qui seront utilisées pour réaliser le comblement.

La DTD ARS Haute-Marne instruira le dossier.

Dans les deux mois qui suivent le comblement de l'ouvrage, le déclarant en informe le Préfet et lui communique, le cas échéant, les éventuelles modifications par rapport au document transmis préalablement aux travaux de comblement.

#### **ARTICLE 18 – MODIFICATION DES PRESCRIPTIONS**

Si au moment de l'autorisation ou postérieurement, le pétitionnaire veut obtenir la modification de certaines prescriptions applicables à l'opération, il en fait la demande au Préfet qui statue par arrêté conformément à l'article 32 du Décret du 29 mars 1993 dans le respect des principes de gestion équilibré de la ressource en eau mentionnés à l'article L 211-1 du Code de l'Environnement. Si ces principes ne sont pas garantis par l'exécution des prescriptions du présent arrêté, l'autorité administrative peut imposer, par un arrêté complémentaire, toute prescription spécifique nécessaire.

#### **V – DISPOSITIONS DIVERSES**

##### **ARTICLE 19 – INFORMATION DES TIERS - PUBLICITE**

Le présent arrêté sera :

- inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Haute-Marne ;
- affiché à la mairie de COIFFY-LE-BAS pendant une durée minimale de deux mois. Une mention de cet affichage est insérée en caractères apparents dans deux journaux locaux à la diligence du préfet et aux frais de la commune de COIFFY-LE-BAS ;
- notifié par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, par les soins du maire, à chaque propriétaire intéressé afin de l'informer des servitudes qui grèvent son terrain. Lorsque l'identité ou l'adresse d'un propriétaire est inconnue, la notification est faite au maire de la commune sur le territoire de laquelle est située la propriété soumise à servitudes, qui en assure l'affichage et, le cas échéant, la communique à l'occupant des lieux.

##### **ARTICLE 20 – MODIFICATION DE L'ARRETE**

Les dispositions prévues au présent arrêté et notamment la réglementation dans les périmètres de protection pourront faire l'objet d'une modification, au cas où les résultats de la surveillance de la qualité des eaux montreraient des signes de dégradation. Dans une telle hypothèse, la procédure de modification sera analogue à la procédure initiale d'établissement des périmètres de protection.

##### **ARTICLE 21 – DUREE DE VALIDITE**

Les dispositions du présent arrêté demeurent applicables tant que les captages de COIFFY-LE-BAS restent utilisés pour la production d'eau de la collectivité.

##### **ARTICLE 22 – RECEPISSE DE DECLARATION**

Le présent arrêté vaut récépissé de déclaration du prélèvement d'eau.



Les conditions d'aménagement et d'exploitation des ouvrages et d'exercice de l'activité doivent satisfaire aux prescriptions fixées au présent arrêté.

#### **ARTICLE 23 – DELAI DE RECOURS**

Le présent arrêté est susceptible de recours adressé par lettre recommandée avec accusé de réception au tribunal administratif de CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE.

Le délai de recours est de deux mois à compter de la notification ou de la publicité de l'arrêté préfectoral.

#### **ARTICLE 24 – EXECUTION**

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Haute-Marne, la Sous-Préfète de LANGRES et le Maire de COIFFY-LE-BAS sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée :

- au Directeur de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse
- au Président de la Chambre d'Agriculture de la Haute-Marne
- au Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL)
- au Directeur du Bureau de Recherches Géologiques et Minières
- au Délégué Territorial Départemental de l'Agence Régionale de Santé (DTD ARS)
- au Directeur Départemental de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations (DDCSPP) – pôle Protection du Consommateur
- au Directeur Départemental des Territoires (DDT) – service Environnement et Ressources Naturelles
- au Président du Conseil Général – direction de l'Environnement et de l'Agriculture
- au Directeur de l'Office National des Forêts
- au Coordonnateur Départemental des hydrogéologues agréés.

Fait à CHAUMONT, le - 4 DEC. 2010



Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général de la Préfecture

Alexander GRIMAUD



**PERIMETRES DE PROTECTION**  
**Réglementation et tableau des prescriptions**

1. A l'intérieur du périmètre de protection immédiate : sont interdits tous dépôts, installations ou activités autres que ceux strictement nécessaires à l'exploitation et à l'entretien des points d'eau

2. A l'intérieur des périmètres de protection rapprochée et éloignée : sont interdites, réglementées ou autorisées, conformément au tableau ci-dessous, les activités suivantes

TYPE D'ACTIVITES :	PERIMETRE DE PROTECTION RAPPROCHEE			PERIMETRE DE PROTECTION ELOIGNEE	
	Interdit	Réglementation		Réglementation	
		Spécifique	Générale	Spécifique	Générale
<b>Travaux souterrains</b>					
1. Le forage de puits	X			X	
2. Forages de reconnaissance, piézomètres, autres	X			X	
3. L'ouverture et l'exploitation de carrières ou de gravières	X				X
4. L'ouverture d'excavations de plus d'un mètre, autres que carrières (à ciel ouvert)		X			X
5. Le remblaiement des excavations ou des carrières existantes		X			X
<b>Stockage et dépôts</b>					
6. Les dépôts d'ordures ménagères, d'immondices, de détritiques, de produits radioactifs et de tous les produits et matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux	X			X	
7. L'installation de réservoirs d'hydrocarbures liquides ou gazeux	X			X	
8. L'installation de stockages de produits chimiques dont les engrais, les phytosanitaires	X			X	
9. Le stockage de purin et de lisier	X			X	
10. Le stockage d'effluents industriels	X			X	
11. Le stockage d'effluents domestiques collectifs	X			X	
12. Les stations d'épuration de lagunage	X			X	
13. Les bassins de décantation d'effluents industriels ou urbains	X			X	
<b>Canalisations</b>					
14. Les canalisations de produits chimiques	X			X	
15. L'installation de canalisations d'hydrocarbures	X			X	
16. L'installation de canalisations d'eaux usées domestiques		X			X
<b>Rejets liquides</b>					
17. Le rejet d'eaux usées domestiques		X			X
18. Le rejet d'eaux industrielles	X			X	
19. L'épandage d'eaux usées domestiques ou industrielles	X			X	
20. Les installations autonomes de traitement des eaux usées		X			X
21. Les bassins d'infiltration d'eaux pluviales		X			X
<b>Constructions, infrastructures, loisirs</b>					
22. Habitations raccordées à un assainissement collectif			X		X
23. Habitations avec assainissement autonome		X			X
24. Camping, caravaning	X			X	
25. Nouveaux cimetières, extension de cimetières			X		X
26. Installations classées	X			X	
27. Voies de communication, aires de stationnement		X		X	
28. Les activités de loisirs de plus de 10 personnes		X		X	
<b>Activités agricoles</b>					
29. Drainage agricole	X			X	
30. Retournement de prairie	X				X
31. Maraîchage, serres, pépinières		X		X	
32. L'épandage de fumier	X			X	
33. L'épandage de lisiers, de boues de station d'épuration	X			X	
34. L'épandage d'engrais chimiques		X		X	
35. L'épandage de compost		X		X	
36. L'épandage de produits phytosanitaires, désherbants		X		X	
37. Le pacage des animaux		X		X	
38. Abreuvoirs, installations mobiles de traite et abris		X		X	
<b>Activités forestières</b>					
39. Déboisements	X			X	
40. Coupes à blanc	X			X	
41. Aires de dépôts de bois au-delà de 6 mois, pistes forestières de débardage		X		X	
42. Utilisations de pesticides (herbicides, fongicides, insecticides, acaricides,....)	X			X	
43. Affouragement ou agrainage du gibier, traitement déparasitaire du gibier	X			X	
44. Traitement du bois stocké	X			X	
45. Modification de l'écoulement des eaux superficielles		X			X

Vu pour être annexé à mon

arrêté n° 2782 en date

de ce jour

CHAUMONT, le - 4 DEC. 2012

Le Préfet

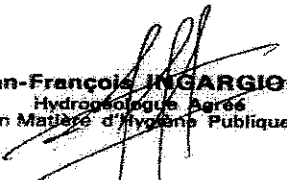
Pour le Préfet, et par délégation,  
Le Secrétaire Général de la Préfecture

*(Signature)*

Alexander GRIMALD



*La municipalité veillera à l'application des prescriptions. En outre, peuvent être interdits ou réglementés et doivent, de ce fait, être déclarés à l'ARS, toutes les activités ou tous faits susceptibles de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité de l'eau.*

  
**Jean-François INGARGIOLA**  
Hydrogéologue Agréé  
en Matière d'Hygiène Publique

Département de la HAUTE-MARNE

COMMUNE de COIFFY-LE-BAS

PERIMETRES DE PROTECTION IMMEDIATE DES CAPTAGES Source n° 1 et Source n° 2

N° Insee	COMMUNE	Section	Feuille	Parcelle	Lieu-dit	Contenance totale de la parcelle (m²)	Surface en m² concernée par le périmètre de protection immédiate	Surface en m² concernée par le périmètre de protection rapprochée	Surface en m² concernée par le périmètre de protection éloignée	TITRE	NOM	PRENOM	ADRESSE 1	Code Postal	VILLE
135	COIFFY-LE-BAS	A	8	1055	Lamillion	143	143	143		COMMUNE DE COIFFY LE BAS			Mairie, 4 Rue Dames	52400	COIFFY-LE-BAS
135	COIFFY-LE-BAS	E	1	393	Village	245	245	245	245	COMMUNE DE COIFFY LE BAS			Mairie	52400	COIFFY-LE-BAS
135	COIFFY-LE-BAS	E	1	398	Village	257	257	257		COMMUNE DE COIFFY LE BAS			Mairie	52400	COIFFY-LE-BAS

Vu pour être annexé à mon  
arrêté n° 2782 en date  
de ce jour

CHAUMONT, le - 4 DEC. 2012  
Le Préfet

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général de la Préfecture



*Alexander GRIMAUD*

Alexander GRIMAUD

Département de la HAUTE-MARNE  
COMMUNE de COIFFY-LE-BAS

PERIMETRES DE PROTECTION RAPPROCHEE DES CAPTAGES Source n° 1 et Source n° 2

Insce n°	COMMUNE	Section	Feuille	Parcelle	Lieu-dit	Contenance totale de la parcelle (m²)	Surface en m² concernée par le périmètre de protection immédiate	Surface en m² concernée par le périmètre de protection rapprochée	Surface en m² concernée par le périmètre de protection éloignée	TITRE	NOM	PRENOM	ADRESSE 1	Code Postal	VILLE
136	COIFFY-LE-BAS	A	8	1042	Lamillion	620		280		Association Foncière de Remembrement de la commune de LANEUVILLE				52400	LANEUVILLE
136	COIFFY-LE-BAS	A	8	1043	Lamillion	2340		687	687	Mme épouse RIANDEE	BARTHELLEMY	Joëlle Pierre	PI 12 Rue Dames	52400	COIFFY-LE-BAS
										Mme épouse RIANDEE	BARTHELLEMY	Joëlle Pierre	PI 12 Rue Dames	52400	COIFFY-LE-BAS
136	COIFFY-LE-BAS	A	8	1046	Lamillion	4395		57		Mme épouse RIANDEE	BARTHELLEMY	Joëlle Pierre	PI 12 Rue Dames	52400	COIFFY-LE-BAS
										Mme épouse RIANDEE	BARTHELLEMY	Joëlle Pierre	PI 12 Rue Dames	52400	COIFFY-LE-BAS
136	COIFFY-LE-BAS	A	8	1054	Lamillion	4782		2704		COMMUNE DE COIFFY LE BAS			Mairie 4 Rue Dames	52400	COIFFY-LE-BAS
136	COIFFY-LE-BAS	A	8	1055	Lamillion	143	143	143		COMMUNE DE COIFFY LE BAS			Mairie 4 Rue Dames	52400	COIFFY-LE-BAS
136	COIFFY-LE-BAS	E	1	3	Village	2120		2120		Mme CARRE		Bernadette	6 Rue Dames	52400	COIFFY-LE-BAS
136	COIFFY-LE-BAS	E	1	4	6 Rue des Dames	1301		1301		Mme CARRE		Bernadette	6 Rue Dames	52400	COIFFY-LE-BAS
136	COIFFY-LE-BAS	E	1	5	4 Rue des Dames	835		835		COMMUNE DE COIFFY LE BAS			Mairie 4 Rue Dames	52400	COIFFY-LE-BAS
136	COIFFY-LE-BAS	E	1	6	Village	854		854		COMMUNE DE COIFFY LE BAS			Mairie 4 Rue Dames	52400	COIFFY-LE-BAS
136	COIFFY-LE-BAS	E	1	26	Village	690		64		M. SCHNEIDER		Marcel	35 Rue Dame	52400	COIFFY-LE-BAS
136	COIFFY-LE-BAS	E	1	262	Village	134		134		M. MAURICE		Pascal	15 Avenue Champollion	21000	DIJON
136	COIFFY-LE-BAS	E	1	265	Village	168		168		Mme épouse LE TIEC		Catherine Pascal	PI 82 Rue Anatole France	52100	SAINT DIZIER
										M. MAURICE		Pascal	PI 15 Avenue Champollion	21000	DIJON
136	COIFFY-LE-BAS	E	1	266	33 Rue des Dames	136		136		Mme épouse LE TIEC		Catherine Pascal	PI 82 Rue Anatole France	52100	SAINT DIZIER
										M. MAURICE		Pascal	PI 15 Avenue Champollion	21000	DIJON
136	COIFFY-LE-BAS	E	1	267	Village	465		465		Mme épouse LE TIEC		Catherine Pascal	PI 82 Rue Anatole France	52100	SAINT DIZIER
										M. GHENA		Mohamed	PS 11 Rue de l'Ormeau	52400	COIFFY-LE-BAS
136	COIFFY-LE-BAS	E	1	268	Village	203		203		Mme épouse GHENA		Mohamed	PI 11 Rue de l'Ormeau	52400	COIFFY-LE-BAS
										M. LOTIN		Mohamed	PI 11 Rue de l'Ormeau	52400	COIFFY-LE-BAS
136	COIFFY-LE-BAS	E	1	269	Village	220		220		M. MONTFORT		Luc	35 Rue Dame	52400	COIFFY-LE-BAS
136	COIFFY-LE-BAS	E	1	270	35 Rue des Dames	667		667		M. MONTFORT		Luc	35 Rue Dame	52400	COIFFY-LE-BAS
136	COIFFY-LE-BAS	E	1	352	Village	182		182		M. MONTFORT		Luc	35 Rue Dame	52400	COIFFY-LE-BAS
136	COIFFY-LE-BAS	E	1	353	Village	442		442		M. MAURICE		Pascal Catherine Pascal	PI 15 Avenue Champollion PI 82 Rue Anatole France	21000 52100	DIJON SAINT DIZIER
										Mme épouse LE TIEC		Pascal	PI 82 Rue Anatole France	52100	SAINT DIZIER
136	COIFFY-LE-BAS	E	1	393	Village	245	245	245	245	COMMUNE DE COIFFY LE BAS			Mairie	52400	COIFFY-LE-BAS
136	COIFFY-LE-BAS	E	1	394	Village	3903		3903	3903	M. MONTFORT		Luc	35 Rue Dame	52400	COIFFY-LE-BAS
136	COIFFY-LE-BAS	E	1	397	Village	6499		6499		COMMUNE DE COIFFY LE BAS			Mairie	52400	COIFFY-LE-BAS
136	COIFFY-LE-BAS	E	1	398	Village	257	257	257		COMMUNE DE COIFFY LE BAS			Mairie	52400	COIFFY-LE-BAS